Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains des 24-26 septembre 2016

n° 19220

Séisme de magnitude 5,3 en Roumanie.
Mihai Răzvan Ungureanu démissionne du poste de chef du service de renseignement extérieur (SIE).
Elections législatives : les partis préparent leurs listes de candidats.

Tremblement de terre. Un tremblement de terre de magnitude 5,3 sur l'échelle de Richter s'est produit samedi 24 septembre à deux heures du matin dans la région de Vrancea (est de la Roumanie). Le séisme n'a pas de fait de victimes (*Agerpres*), mais a relancé les débats en Roumanie sur la capacité de réaction des institutions de l'Etat en cas de désastre naturel, ainsi que sur la situation des bâtiments de Bucarest classés à haut risque sismique. Valentin Mircea, chef du Corps de contrôle du Premier ministre, a déclaré samedi dernier que les institutions publiques chargées de la gestion des situations d'urgence étaient incapables de faire face à un séisme majeur. « Ne comptez pas sur les institutions de l'Etat quand un séisme majeur va frapper », a écrit Valentin Mircea sur sa page Facebook. Raëd Arafat, secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur et chef du Département pour les Situations d'urgence, s'est déclaré « inquiet » des propos de Valentin Mircea et a exhorté les citoyens à faire confiance aux institutions publiques (*News.ro*). Liviu Iolu, porte-parole du Gouvernement, a déclaré que l'exécutif n'assumait pas la position exprimée par Valentin Mircea (*News.ro*).

Gabriela Firea, maire de Bucarest, a fait appel aux résidents des bâtiments à haut risque de déménager dans les logements mis à disposition par la mairie afin que les travaux de consolidation puissent démarrer de toute urgence (*Agerpres*). A son tour, le Président Klaus Iohannis a appelé à plus d'implication de la part du Gouvernement dans les travaux de consolidation de ces bâtiments (*Agerpres*).

Démission de Mihai Răzvan Ungureanu. Mihai Răzvan Ungureanu a démissionné aujourd'hui du poste de directeur du service de renseignement extérieur (SIE), qu'il occupait depuis juin 2015. Mădălina Pușcalău, porte-parole de la Présidence roumaine, a confirmé que le Président Klaus Iohannis avait accepté cette démission. L'intérim à la direction du SIE sera assuré par le général Silviu Predoiu, directeur adjoint du service (*Adevărul*).

Elections législatives. Les sociaux-démocrates se sont réunis la semaine dernière en comité exécutif national pour discuter de la stratégie du parti en vue des élections législatives. Le *Parti social-démocrate* (PSD) publiera ses listes de candidats au Sénat et à la Chambre des députés avant le 15 octobre prochain, a annoncé Liviu Dragnea, président du PSD. Selon *Adevărul*, une partie importante de potentats locaux du PSD pourraient se retrouver sur ces listes. Aucun détail n'a été donné quant aux options éventuelles pour poste de Premier ministre ou de membres du prochain Gouvernement de la part du PSD. (*România TV*). Cependant, Gabriela Firea, maire de Bucarest et vice-présidente du PSD, avait déclaré à plusieurs reprises que Liviu Dragnea serait la meilleure option du parti pour être chef du Gouvernement. Elle a également réaffirmé l'intérêt des sociaux-démocrates de constituer après les élections une majorité parlementaire PSD-ALDE avec l'éventuelle participation de l'UDMR (*Mediafax*).

Liviu Dragnea a également annoncé que l'ancien Premier ministre Victor Ponta serait candidat PSD aux élections, malgré le fait que le code éthique du parti interdit les candidatures de personnalités impliquées dans des affaires judiciaires. Victor Ponta est jugé dans l'affaire de corruption dite « Turceni-Rovinari » et poursuivi sous contrôle judiciaire dans le cadre d'une autre affaire liée au financement de sa campagne électorale de 2012.

Liviu Dragnea, lui-même condamné à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale lors du référendum de 2012, n'a pas exclu la possibilité de se porter candidat à un siège de député de Teleorman (*Evenimentul Zilei*).

L'ancien Premier ministre Victor Ponta sera par ailleurs chargé de coordonner le volet « finances publiques » du prochain programme de gouvernement du PSD. Ce programme sera axé, selon Liviu Dragnea, sur les mesures de protection du capital roumain. « Notre programme de gouvernement (...) sera fondé sur un déficit maximum de 2% du PIB et le développement par l'Etat de certaines capacités de production industrielle. (…) Il sera construit de telle manière pour aider le capital roumain et les entreprises roumaines. Les patrons roumains sont actuellement opprimés et agressés » (*Adevărul*).

Alina Gorghiu, co-présidente du *Parti national libéral* (PNL), a déclaré sur *RFI Roumanie* que les listes de candidats libéraux incluraient des propriétaires de grandes entreprises, des hommes de culture et des recteurs de grandes universités roumaines, mais. n'incluront pas de ministres technocrates du Gouvernement actuel. Alina Gorghiu a précisé que ces listes seraient publiées au début du moins d'octobre (*Adevărul*).

Le parti *Mouvement populaire* (PMP) vise à obtenir un score électoral d'au moins 15% aux élections législatives du 11 décembre et se déclare intéressé à entrer au gouvernement dans le cadre d'une coalition. Eugen Tomac, président exécutif du PMP, a également annoncé que son parti avait « la meilleure option pour le poste de Premier ministre », à savoir l'ancien Président Traian Băsescu. Quant au programme de Gouvernement, ses lignes principales seront présentées la semaine prochaine. (*Agerpres*).

Nicușor Dan, président de *l'Union Sauvez la Roumanie* (USR) a annoncé que sa formation politique négociait avec 5-6 ministres de l'actuel Gouvernement. « Ces personnes correspondent au profil d'élu que nous recherchons. Je ne vous cache pas qu'il y a des personnes de bonne qualité pour lesquelles l'entrée en politique est une aventure. Ils ont une image, une carrière et ils craignent de perdre leur capital de sympathie en entrant dans le bourbier de la politique roumaine », a déclaré Nicușor Dan sur *Digi 24*. Cristian Ghinea, ministre des Fonds européens, est le seul membre du Gouvernement qui a confirmé avoir discuté avec l'USR (*Agerpres*).

Le parti nationaliste *Roumanie unie* (PRU) a annoncé quant à lui toutes ses propositions aux postes du futur Gouvernement. Il soutiendra Victor Ponta au poste de Premier ministre, Bogdan Diaconu, président du PRU, aux Affaires intérieures, et Sebastian Ghiță aux Communications (*Agerpres*). Par ailleurs, l'avocat Lucian Bolcas, ancien dirigeant du parti *Grande Roumanie* (PRM) a rejoint le PRU et se portera candidat à un poste de sénateur (*Agerpres*).

Fête de la Gastronomie 2016. La troisième édition de la Fête de la Gastronomie organisée en Roumanie par l'Ambassade de France, la Chambre de commerce et d'industrie française, l'Institut français et Business France, et consacrée aux cuisines populaires, a eu lieu du 22 au 25 septembre. L'invité spécial de cette édition a été Yazid Ichemrahen, chef pâtissier, champion du monde de pâtisserie et de desserts glacés en 2015. (*Radio România Actualități*, *Cariere Online*, *Business 24*, *RFI Roumanie*).

Routiers étrangers en France. *TraficMedia* annonce que les autorités françaises ont commencé à infliger des sanctions aux transporteurs étrangers circulant en France qui ne fournissent pas d'attestation de détachement au titre de la loi Macron. Une première entreprise roumaine a été sanctionnée d'une amende de 135 euros. D'ailleurs, la nouvelle législation française sur le salaire minimum en France sera le sujet d'une conférence *Tranzit* à Timisoara les 29 et 30 septembre.

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Cyrille Fierobe, nouveau directeur de l'Institut français de Timișoara (*oficialmedia.com*, *paginidecultura.ro*, *banatulazi.ro*). Cyrille Fierobe, nouveau directeur de l'Institut français de

Timișoara, en visite au Collège national « Decebal » de Deva, à l'occasion de la Journée européenne des langues (*Hunedoara Mea*, *Mesagerul Hunedorean*, *Ziarul Vaii Jiului*, *Stiri din Vest*).

- **Actualité française dans les médias roumains :**

- François Hollande: « Le gouvernement prépare le démantèlement de la Lande de Calais, et il ira jusqu'au bout » (*Agerpres*).
- La France dénonce à l'ONU « des crimes de guerre » commis à Alep (*HotNews.ro*).
- Fusillade devant un magasin à Port-Marly (*PRO TV*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie